

# CONFÉRENCE DU DÉSARMEMENT

CD/PV.588  
21 mars 1991

FRANCAIS

---

COMPTE RENDU DEFINITIF DE LA CINQ CENT QUATRE-VINGT HUITIEME SEANCE

tenue au Palais des nations, à Genève,  
le jeudi 21 mars 1991, à 10 heures

Président : M. Sergueï B. Batsanov  
(Union des Républiques sociales soviétiques)

Le PRESIDENT (traduit du russe) : Je déclare ouverte la 588ème séance plénière de la Conférence du désarmement.

Je voudrais tout d'abord, au nom de la Conférence, souhaiter chaleureusement la bienvenue au Premier Vice-Ministre des affaires étrangères de la Bulgarie, S.E. M. Yvan Garvalov, qui sera notre premier orateur aujourd'hui. Le Premier Vice-Ministre des affaires étrangères, activement engagé dans la diplomatie multilatérale, a une riche expérience des questions touchant l'Organisation des Nations Unies, y compris les questions de désarmement multilatéral. Avant d'occuper les hautes fonctions qui sont les siennes aujourd'hui, il dirigeait, au Ministère bulgare des affaires étrangères, le Département des droits de l'homme, le Département des affaires de l'Organisation des Nations Unies et de désarmement et, à ce titre, il s'occupait de questions relevant de la compétence de notre Conférence qu'il connaît bien. Il a également travaillé en Inde, au Myanmar, en Indonésie, en Egypte et à la Mission de la Bulgarie auprès de l'Organisation des Nations Unies. Je suis pour ma part extrêmement heureux de l'accueillir car nos deux pays entretiennent traditionnellement des liens étroits d'amitié. J'attends avec intérêt son intervention d'aujourd'hui que nous écouterons tous, j'en suis sûr, avec beaucoup d'attention.

Je voudrais aussi souhaiter chaleureusement la bienvenue au nouveau représentant de la France, l'Ambassadeur Gérard Errera, qui prendra la parole aujourd'hui pour la première fois à notre séance plénière. L'Ambassadeur Errera est un éminent diplomate de carrière qui a occupé plusieurs postes importants au Ministère français des affaires étrangères en sa qualité de membre du cabinet du Ministre des affaires étrangères. Il a été détaché auprès du Commissariat à l'énergie atomique et a été gouverneur de la France auprès de l'AIEA. Tous mes vœux de succès l'accompagnent dans l'exercice de ses fonctions ici et je tiens à l'assurer que je souhaite poursuivre la coopération étroite qui a marqué nos rapports avec son prédécesseur.

Puisque l'Ambassadeur Errera remplace l'Ambassadeur Pierre Morel, rappelé par son gouvernement pour exercer de très hautes fonctions à Paris, je demande à l'Ambassadeur Errera de bien vouloir transmettre à l'Ambassadeur Morel tous nos vœux à l'accomplissement de ses nouvelles et importantes responsabilités.

L'Ambassadeur Morel a joué un rôle éminent au sein de notre Conférence : il en a été le Président en août 1987 et, en 1988, il a été nommé Président du Comité spécial des armes chimiques. Sous sa direction, ce Comité a beaucoup progressé dans la négociation d'une convention sur l'interdiction des armes chimiques. On ne saurait passer sous silence le rôle important qu'a joué l'Ambassadeur Morel dans la préparation, la tenue et bien entendu l'issue heureuse de la Conférence de Paris des Etats parties au Protocole de Genève de 1925 et des autres Etats intéressés, dont la Déclaration finale a donné à notre Conférence l'élan politique dont elle avait tant besoin. L'Ambassadeur Morel s'est acquitté de toutes ces responsabilités avec le talent politique exceptionnel et la compétence de diplomate que nous lui connaissons et qui lui ont valu, en plus de ses qualités personnelles, tant d'amis au sein de la Conférence.

(Le Président)

Permettez-moi de passer maintenant à la déclaration liminaire que je voudrais faire en ma qualité de Président.

Assumer de mars à mai 1991 les devoirs de Président de la Conférence du désarmement - instance multilatérale majeure de négociations sur le désarmement - est un grand honneur pour la délégation soviétique, même si cet honneur nous échoit en vertu du système de rotation. Je tiens à assurer tous les membres de la Conférence que j'accède aux hautes fonctions de Président en pleine conscience de mes responsabilités et que je ne ménagerai pas mes efforts pour faciliter la réalisation d'accords aussi bien sur les questions de fond que sur une série d'aspects de procédure qui intéressent légitimement les délégations.

Je ne ferai pas montre d'originalité en disant que notre Conférence, comme toutes les structures internationales, traverse une période d'un intérêt et d'une importance extrêmes. La situation mondiale, dont l'évolution se précipite, prend parfois des tournants très dangereux, ce dont nous avons été témoins tout récemment. Et pourtant, la tendance dominante reste la formation d'un nouveau modèle de sécurité fondé sur le respect du droit des peuples à opérer leurs propres choix et à résoudre leurs problèmes par des voies pacifiques, ainsi que sur le renforcement du dialogue et de la compréhension mutuelle. Dans ces conditions, loin de diminuer, l'importance de la limitation des armements et du désarmement grandit. A mon sens, cela s'applique aussi pleinement à notre Conférence, qui est le principal organe multilatéral de négociation dans ce domaine. Il est plus difficile de faire en sorte que le processus de négociations en matière de désarmement ne soit pas devancé par d'autres processus politiques dans le monde, mais au contraire évolue de concert avec eux pour jeter les bases de nouvelles structures de sécurité, dans lesquelles l'élément militaire occupera une place de plus en plus réduite.

Je représente un pays qui a tout particulièrement subi la dure épreuve d'assumer le fardeau de la course aux armements, et les difficultés - notamment objectives - liées au processus de désarmement, un pays qui a fait la douloureuse expérience de comprendre que, au-delà d'un certain seuil même les armes les plus destructrices non seulement n'augmentent pas la sécurité mais peuvent la diminuer. L'Union soviétique traverse actuellement un moment complexe et critique de son histoire. Pour la société, l'équilibre ancien a été rompu, et elle n'a pas encore acquis de nouvelle base lui permettant de se consolider, même si des couches extrêmement larges de la population sont de plus en plus clairement conscientes que cette base est nécessaire et que l'emploi de la force pour résoudre nos problèmes intérieurs n'offre aucune perspective.

Dans ce contexte, nous avons particulièrement besoin de conditions extérieures favorables et que de nouveaux progrès soient réalisés en vue d'une réduction de la course aux armements, non seulement au niveau bilatéral soviéto-américain ou au niveau européen, mais à l'échelle mondiale. C'est la raison pour laquelle nous portons un intérêt constant à l'efficacité des travaux de la Conférence.

(Le Président)

Compte tenu du fait que le représentant de l'URSS assume à partir de cette semaine les fonctions de Président de la Conférence du désarmement, le Ministre des affaires étrangères de l'Union soviétique, A. A. Bessmertnykh, m'a prié de transmettre à la Conférence, à toutes les délégations qui participent à ses travaux ainsi qu'au Secrétaire général de la Conférence ses vœux de succès dans l'accomplissement de la tâche d'une importance exceptionnelle qui figure à l'ordre du jour. Il m'a chargé également de rappeler que l'Union soviétique ne cessera d'oeuvrer en faveur d'une réduction du niveau de l'affrontement militaire et d'un authentique désarmement. Le Ministre m'a prié de faire remarquer que, pour la Conférence, cela supposait avant tout de mener à bien dans les plus brefs délais les négociations sur l'interdiction des armes chimiques, de réaliser un saut qualitatif dans l'examen des problèmes liés à une interdiction complète des essais nucléaires et de prévenir une course aux armements dans l'espace, ainsi que de rechercher dans un esprit constructif des solutions mutuellement acceptables sur d'autres points de l'ordre du jour de cette instance multilatérale unique de négociation.

En assumant la charge de Président de la Conférence, je constate avec une profonde satisfaction et, pour être honnête, avec soulagement aussi, que les travaux sont déjà bien engagés dans pratiquement tous les domaines, que cinq comités spéciaux ont été établis et fonctionnent, et que la procédure de séances plénières officieuses et celle d'examen des questions portant sur l'amélioration du fonctionnement de la Conférence remplissent leur rôle.

Nous le devons en grande partie à mes deux prédécesseurs, l'Ambassadeur Rasaputram de Sri Lanka et l'Ambassadeur Hyltenius de la Suède. Je leur suis très reconnaissant de l'énorme tâche qu'ils ont réalisée en dirigeant les travaux de la Conférence et je considère qu'il est de mon devoir de ne pas gâcher le bel héritage qu'ils me laissent.

A l'instar de mes prédécesseurs, je voudrais m'appuyer dans ma tâche sur une coordination et une coopération étroites avec toutes les délégations et le secrétariat de la Conférence, auquel nous sommes tous très redevables. Je reste bien évidemment à la disposition des délégués, auxquels je demanderai de ne pas hésiter à s'adresser à moi pour toute question qu'ils pourraient avoir. Ainsi se termine ma déclaration liminaire, et permettez-moi de vous proposer de passer aux travaux de la session plénière de ce jour.

Comme je l'ai déjà dit, sont inscrits sur la liste des orateurs pour aujourd'hui le Premier Vice-Ministre des affaires étrangères de la Bulgarie ainsi que les représentants du Nigéria, du Japon et du Venezuela.

Je passe maintenant la parole au Premier Vice-Ministre des affaires étrangères de la Bulgarie, S.E. Yvan Garvalov.

M. GARVALOV (Bulgarie) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, je vous remercie des paroles aimables que vous avez eues à mon endroit en me présentant aux distingués membres de la Conférence. Je saisis cette occasion

(M. Garvalov, Bulgarie)

pour vous adresser mes sincères félicitations à l'occasion de votre accession à ce poste éminent et tiens à vous assurer de l'appui et de la coopération de la délégation bulgare.

Je tiens aussi à dire toute ma gratitude à vos prédécesseurs, l'Ambassadeur Rasaputram de Sri Lanka et l'Ambassadeur Hyltenius de la Suède, qui ont guidé les travaux de la Conférence du désarmement avec énergie et savoir-faire au cours des premiers mois de la session en cours.

Je souhaite aussi féliciter le Secrétaire général de la Conférence du désarmement et représentant personnel du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, l'Ambassadeur Komatina, le Secrétaire général adjoint, l'Ambassadeur Berasategui, et tous leurs collaborateurs du secrétariat dont ma délégation apprécie hautement la part qu'ils prennent à nos efforts communs.

La Conférence du désarmement est une de ces instances peu nombreuses où des changements internationaux majeurs ayant une incidence directe sur la sécurité internationale sont quasi immédiatement ressentis de façon sensible. La communauté internationale a récemment connu des changements de cet ordre. Ils sont, je dirais, d'une nature fondamentale, ce qui nous permet de penser que c'est un environnement politique qualitativement nouveau qui est en train de voir le jour. C'est précisément dans cet environnement nouveau qu'évoluera le désarmement, notamment s'agissant des aspects globaux qu'examine la Conférence.

Mon pays, à son tour, a connu un processus de démocratisation radicale et profonde de ses structures politiques et de son système économique. C'est à un rythme soutenu que sont réformées toutes ses institutions - politiques, économiques, sociales et gouvernementales. La Bulgarie a réexaminé et est en train de restructurer les principes et priorités de sa politique étrangère, qui, en fait, ont grandement évolué. Désormais, mon pays s'oriente vers une intégration globale aux structures européennes existantes ou qui se dégagent maintenant, y compris aux structures de sécurité. Nous revoyons sérieusement et profondément notre politique nationale en matière de sécurité intérieure et internationale, notamment en ce qui concerne le rôle de la maîtrise des armements et du désarmement. C'est essentiellement à travers le prisme des intérêts nationaux de la Bulgarie tels qu'ils ressortent de la nouvelle situation internationale que nous voyons maintenant les choses. La nécessité de renforcer la sécurité et la stabilité internationales reste bien sûr très importante à nos yeux. Notre politique étrangère est désormais indépendante et repose sur le pragmatisme et le réalisme.

Les brusques changements qui ont eu lieu en Europe et dans l'ensemble du monde ont certainement une incidence directe sur la sécurité de la Bulgarie qui, petit pays qu'elle puisse être, est située dans une zone de l'Europe importante du point de vue géopolitique. La Bulgarie cherchera à obtenir des garanties de sécurité - sur les plans politique, économique et militaire - auprès de tous les interlocuteurs politiques avec lesquels il y aura compréhension et intérêt mutuel. A cet égard, il est particulièrement important pour nous de collaborer avec les membres permanents du Conseil

(M. Garvalov, Bulgarie)

de sécurité, avec les Etats européens, les alliances politiques, militaires et économiques, et avec des organisations comme l'OTAN, l'Union de l'Europe occidentale, le Conseil européen, le Conseil de l'Europe et d'autres, ainsi qu'avec nos voisins. La Bulgarie tient à préserver ses relations avec ses partenaires politiques traditionnels, à les adapter à la situation nouvelle et à les faire reposer sur la base de l'intérêt mutuel.

La Bulgarie est très consciente de l'importance du maintien de relations de bon voisinage dans les Balkans. Nous préconisons une coopération mutuellement avantageuse et ouverte vers l'avenir reposant sur une base solide. Aucun pays voisin n'a à craindre d'action hostile menée à partir du territoire bulgare. Nous poursuivons une politique d'ajustement de nos forces armées conforme, tant en ce qui concerne la structure que du point de vue quantitatif, à ce qu'exige le principe de la suffisance raisonnable pour la défense. Nous avons la ferme intention de tenir nos engagements aux termes du Traité sur les forces armées conventionnelles en Europe. La Bulgarie souhaite que des conditions favorables s'instaurent pour que ce Traité puisse être ratifié et entrer en vigueur. Elle est intéressée par la poursuite, sur la base d'un nouveau mandat, des négociations sur de nouvelles réductions. Nous espérons que nos partenaires dans ces négociations tiendront compte de l'existence de certaines asymétries et déséquilibres militaires dans les Balkans. Il semblerait même que ces phénomènes se soient récemment accentués. Mon gouvernement souhaite voir dans les autres alliances multilatérales une garantie pour sa propre sécurité ainsi que pour la stabilité des diverses régions de l'Europe. Nous considérons les mesures de confiance en Europe et dans telle ou telle région européenne comme un important moyen de renforcement de la sécurité et de la stabilité sur le continent.

La Bulgarie recherchera aussi des garanties de sécurité sur un plan international plus vaste. Les événements internationaux que nous venons de connaître ont montré avec quelle efficacité la communauté internationale pouvait agir collectivement en cas d'agression et d'annexion d'un petit pays. Ce phénomène récent renforce notre espoir de voir triompher un ordre mondial nouveau et juste où le droit à l'indépendance et au libre développement de tous les pays, grands ou petits, sera garanti. Oui, nous croyons que ce n'est pas un vain espoir ! La Bulgarie a apporté un soutien sans réserve aux activités des forces multinationales dans le golfe Persique, et si elle a participé activement aux efforts des Nations Unies, c'est parce qu'elle est persuadée que l'ONU peut agir efficacement pour préserver la paix internationale et la sécurité des Etats Membres pris individuellement. Pour parvenir à une sécurité solide, mon pays n'a pas l'ambition de rechercher ou d'appliquer de nouveaux principes, encore inconnus. A nos yeux, le meilleur principe directeur est le désir sincère d'établir des relations civilisées reposant sur la reconnaissance mutuelle du droit à la sécurité et sur les valeurs humaines universelles. La Bulgarie tient à le dire clairement et sans équivoque : elle ne recherche pas, et ne recherchera jamais, la sécurité à des fins égoïstes; nous ne recherchons pas la sécurité au détriment d'autrui ! Nous attendons la même attitude chez nos partenaires et ferons de notre mieux pour atteindre cet objectif.

(M. Garvalov, Bulgarie)

La maîtrise des armements et le désarmement resteront, dans un avenir prévisible, un des principaux moyens de la sécurité nationale de la Bulgarie. Avant d'aborder plus précisément certains des points inscrits à l'ordre du jour de la Conférence du désarmement, je tiens à souligner qu'en matière de désarmement la Bulgarie n'est plus guidée ou motivée par des concepts politiques et idéologiques dépassés. Elle ne rejette pas pour autant l'expérience et la coopération positives et constructives qu'elle a connues dans ce domaine.

Parmi tous les points de l'ordre du jour, ma délégation privilégie avant tout les négociations visant à conclure une convention sur les armes chimiques. La Bulgarie a déclaré qu'elle ne possédait pas d'armes chimiques, qu'elle n'avait aucune intention d'en acquérir et qu'elle serait prête à signer immédiatement la convention. Mon pays a du reste engagé une procédure de renonciation à ses réserves au Protocole de Genève de 1925.

Il est vrai qu'en principe les négociations sont un processus de concessions mutuelles mais, dans ce cas particulier, la Bulgarie n'a rien à abandonner pour adhérer à cette convention. Du point de vue de sa sécurité nationale, elle n'a qu'à gagner à une convention qui élimine tous les stocks existants d'armes chimiques, interdit à l'avenir de fabriquer des armes chimiques, comporte des garanties sûres d'application stricte et peut susciter une très large adhésion. Pour nous, cette convention serait encore plus acceptable si elle permettait de résoudre de la façon la meilleure et la plus juste possible des questions comme l'assistance, la coopération économique et technique dans le domaine de l'industrie chimique civile, les aspects financiers et les questions d'organisation. Sur la base de ces idées directrices fondamentales, la délégation bulgare présentera à la Conférence des propositions concrètes de son gouvernement sur les questions en suspens.

Les "garanties négatives de sécurité" constituent à nos yeux un autre point important. La façon dont cette question a été abordée rappelle un passé révolu. Les changements radicaux qui viennent d'être apportés au climat politique international doivent nous encourager à penser que ce problème peut être résolu. Tous les Etats, qu'ils soient ou non dotés d'armes nucléaires, ont désormais toute latitude pour jeter un regard nouveau sur les choses et faire preuve de souplesse.

La Bulgarie est persuadée qu'après une interruption prolongée il est devenu possible de constituer un groupe de travail sur une interdiction des essais nucléaires. C'est là sans doute le problème de désarmement qui a fait couler le plus d'encre et suscité le plus de discours. Je dirai simplement qu'un traité global interdisant tous les essais nucléaires dans tous les milieux et à tout jamais est réalisable aussi bien en une étape qu'en plusieurs. La Conférence du désarmement peut et doit jouer un rôle actif dans ce processus et aucun obstacle ne devrait l'en empêcher. Il serait souhaitable qu'elle concentre tous ses efforts sur un aspect important, comme celui de la vérification.

Si c'est une attitude réaliste qui prévaut, nombre de mesures de confiance et de transparence pourront être adoptées en ce qui concerne les activités spatiales. La Bulgarie souhaite aussi que soit conclue une

(M. Garvalov, Bulgarie)

convention internationale sur l'interdiction des armes radiologiques ainsi que sur une protection solide des installations nucléaires pacifiques. Il existe aussi de nombreuses possibilités de progrès dans d'autres domaines du ressort de la Conférence.

Pour conclure, je dirai que la Bulgarie fera tout ce qui est en son pouvoir pour encourager les efforts multilatéraux dans le domaine du désarmement, notamment, bien sûr, à la Conférence du désarmement. Mon pays utilisera tout ce qui s'est avéré positif et constructif dans la contribution qu'il a apportée aux travaux de cette importante instance. Nous abandonnerons définitivement les positions irréalistes que nous avons pu parfois adopter dans le passé. En Bulgarie, nous oeuvrons actuellement à la transformation du pays en Etat où le droit et la démocratie constituent l'objectif ultime et, j'ose l'espérer, nous ne nous écarterons pas de cette voie.

Le PRESIDENT (traduit du russe) : Je remercie S. E., le Premier Vice-Ministre des affaires étrangères de la Bulgarie, pour son importante déclaration et pour les paroles aimables adressées à la présidence.

Je donne maintenant la parole au distingué représentant du Nigéria, l'Ambassadeur Azikiwe.

M. AZIKIWE (Nigéria) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, c'est avec une grande satisfaction que ma délégation vous voit présider nos travaux durant la phase finale de la première partie de notre session. Votre expérience et vos compétences exceptionnelles de diplomate aideront sans aucun doute la Conférence à progresser dans ses travaux. Nous nous devons de rendre hommage à votre distingué prédécesseur, l'Ambassadeur Carl-Magnus Hyltenius, pour la maîtrise avec laquelle il a conduit nos travaux lorsqu'il était président.

Plusieurs collègues se sont joints à nous depuis ma dernière intervention en plénière et je me permets de souhaiter la bienvenue aux ambassadeurs de l'Algérie, de l'Australie, de la Bulgarie, de la France, de la Pologne et de la Yougoslavie. En outre, je voudrais remercier le Premier Vice-Ministre des affaires étrangères de la Bulgarie qui honore notre Conférence de sa présence ce matin. Nous avons écouté avec beaucoup d'intérêt son importante déclaration.

Voici un an, à la même époque, la communauté internationale baignait dans l'optimisme, estimant que le monde était à l'aube d'une nouvelle ère de paix. Cet optimisme a essuyé une rude épreuve. Les événements récents du Golfe ont clairement démontré que le monde où nous vivons reste un monde dangereux. Une guerre dévastatrice de plus vient de prendre fin, laissant derrière elle d'énormes pertes humaines et matérielles.

Des menaces pèsent en permanence sur l'ordre international et il faut sans cesse lutter pour assurer la paix et la sécurité internationales. La communauté internationale se doit de rester vigilante et de ne pas se laisser aller à la complaisance. La paix et la sécurité ne sont jamais acquises une fois pour toutes mais elles peuvent être édifiées sur la base de choix politiques et de consensus dans les limites d'une région, quelle qu'elle soit. Nous devons nous employer à prévenir les menaces contre



(M. Azikiwe, Nigéria)

la sécurité et non point nous contenter de réagir. Nous devons réaffirmer notre volonté de rejeter l'usage de la force et de résoudre par des moyens pacifiques les problèmes et les conflits internationaux et régionaux.

Les transferts d'armes sont devenus un phénomène inquiétant et dont il faut s'occuper. Dans le cadre de la controverse incessante dont ils sont l'objet, on peut signaler que les événements du Golfe qui ont des effets déstabilisants à l'échelle planétaire sont en partie le résultat de transferts illimités d'armes vers une région qui était déjà très instable. Les événements exigent que l'on réfléchisse calmement à la question de transferts d'armes sans restrictions, particulièrement dans les régions en conflit. L'instabilité du tiers monde a été encore aggravée par le fait que certains pays qui avaient été soumis à des actes d'agression ont insisté pour acquérir un potentiel militaire qu'ils n'avaient guère les moyens de s'offrir. Bien que les efforts entrepris précédemment pour insérer la question du contrôle des transferts d'armes dans le contexte des négociations multilatérales aient échoué, il est temps maintenant d'envisager de le faire.

La relation entre les armes classiques et la prolifération des armes nucléaires devrait retenir toute l'attention. Le perfectionnement et le pouvoir destructeur des armes conventionnelles vont croissant et font peser des menaces de plus en plus grandes. Le transfert vers d'autres régions des armes qui deviendront superflues par suite de l'accord sur le désarmement conclu dans la zone européenne pose un danger d'escalade. Il faut poursuivre résolument le désarmement classique dans le contexte du désarmement mondial général et il convient par conséquent que l'élimination des armes conventionnelles en Europe s'accompagne de progrès dans les autres secteurs de désarmement.

La sécurité a toujours été, historiquement, l'argument invoqué par les Etats pour justifier l'acquisition d'armes. La crainte d'être militairement inférieur à un Etat rival a toujours poussé à la surenchère dans ce domaine. La conception bipolaire du monde a eu pour manifestations les plus évidentes l'acquisition d'armes nucléaires et la doctrine sous-jacente, dont le recours à ces armes fait partie intégrante. Même pour les tenants de la dissuasion, il est clair que ce concept a maintenant perdu son bien-fondé dans un climat de renforcement de la sécurité. La question cruciale est de savoir si les armes qui sont censées avoir répondu aux besoins dans le passé gardent leur raison d'être dans la situation radicalement transformée de l'Europe, au plan de la politique et de la sécurité.

L'amélioration formidable des relations entre les superpuissances et la fin de la rivalité idéologique entre l'Est et l'Ouest incitent sans conteste à espérer que la dynamique de la course aux armements nucléaires sera inversée. Il semble toutefois que les relations améliorées risquent d'éliminer la pression en faveur d'une accélération des négociations sur le désarmement nucléaire. Un sentiment de sécurité fondé sur l'improbabilité d'une guerre nucléaire entre les superpuissances a déjà fait perdre de leur dynamisme et de leur urgence aux négociations START. La coopération entre superpuissances est certes profitable en ce qui concerne les problèmes régionaux, mais elle ne les a pas éliminés tous et elle ne peut pas non plus le faire.

(M. Azikiwe, Nigéria)

Nous devons être déterminés à éviter de faire un pas en avant et deux pas en arrière : un pas en avant consistant à créer l'atmosphère politique souhaitable mais deux pas en arrière consistant à étouffer les efforts multilatéraux et à nous priver de ce qui aurait été l'apport positif d'efforts bilatéraux. Nulle part le besoin d'une coopération mondiale n'est plus pressant que dans le domaine du désarmement. Il est regrettable que nulle part les résultats n'aient été si sombres. Les problèmes aux nombreux aspects que connaît le monde d'aujourd'hui sont si complexes qu'aucun Etat isolé ou aucune poignée d'Etats ne peut prétendre dicter des solutions. Cette façon de procéder retarderait indéfiniment l'atteinte de l'objectif, à savoir la réalisation d'un programme global de désarmement.

Quand on cherchera à élargir la base du régime de non-prolifération, il faudra donc que tous les Etats et spécialement les Etats dotés d'armes nucléaires accordent une plus grande attention à la question du désarmement nucléaire. Comme les négociations START n'auront pour résultat qu'une réduction de l'ordre de 30 %, les arsenaux restants des deux superpuissances seront encore beaucoup plus importants que ceux des trois autres Etats dotés d'armes nucléaires. Le décalage s'aggravera encore plus si la modernisation doit se poursuivre. On ne pourra affirmer que le désarmement nucléaire se situe à un niveau multilatéral irréversible tant que tous les Etats dotés d'armes nucléaires et toutes les catégories d'armes nucléaires ne seront pas concernés. Il ne saurait être irréversible tant qu'on ne cessera pas complètement d'accroître les arsenaux nucléaires et qu'on n'abandonnera pas la modernisation. A vrai dire, les efforts déployés pour limiter, réduire et éliminer ces armes sont souvent dépassés par la rapidité des progrès scientifiques et l'application de nouvelles avancées technologiques à l'acquisition de nouvelles armes ou au perfectionnement d'armes déjà existantes.

Une mesure indispensable à cet égard, qui devrait immédiatement compléter les négociations menées en vue de réduire sensiblement les arsenaux nucléaires et les divers types de vecteurs, est la conclusion d'un Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. Nombreux sont ceux qui pensent qu'un tel traité a un effet double, à savoir empêcher le progrès d'une nouvelle génération d'armes nucléaires et imposer des contraintes à ceux qui souhaitent être admis au nombre des membres du Club des Etats dotés d'armes nucléaires.

Il est incompréhensible qu'à un moment où les superpuissances se sont engagées à entreprendre des réductions négociées de leurs arsenaux nucléaires, sur une base permanente, elles perdent de vue la raison d'être d'un Traité d'interdiction complète des essais. Ce traité constitue un progrès essentiel vers un régime de non-prolifération fiable. La Conférence d'amendement qui s'est récemment achevée à New York a offert une occasion d'agir à cet égard. Si nous ne saurions guère dissimuler notre déception devant le fait que la Conférence n'a pu parvenir à un consensus sur le projet de déclaration, il serait toutefois erroné et fallacieux de conclure qu'elle a été un échec. Non seulement elle a marqué une étape importante dans les efforts de la communauté internationale pour arriver à une interdiction complète des essais, mais elle a décidé à une énorme majorité de charger le Président de mener

(M. Azikiwe, Nigéria)

des consultations en vue de réaliser des progrès sur ces points (vérification et sanctions) et de reprendre les travaux en temps opportun. En fait, la Conférence d'amendement est le signal le plus puissant que la communauté internationale ait jamais envoyé aux Etats dotés d'armes nucléaires sur la question du Traité d'interdiction complète des essais.

Dans son message adressé le 22 janvier à la Conférence, le Secrétaire général a affirmé que "malgré leurs divergences quant à la conception de l'ensemble de la question, les Etats membres appuient à une majorité écrasante l'idée que la Conférence du désarmement peut et doit jouer un rôle déterminant dans le règlement des divers aspects de l'interdiction des essais d'armes nucléaires". Nous pensons donc qu'il est de toute évidence nécessaire de conserver son caractère actif à cette initiative dans l'avenir immédiat, de faire le point de ces négociations entre les sessions et d'apporter au moment opportun l'impulsion politique nécessaire.

La menace du recours à des armes chimiques pendant la guerre du Golfe a mis une fois de plus en lumière de façon dramatique la nécessité de conclure d'urgence une convention sur l'interdiction complète et totale des armes chimiques. Ma délégation partage l'inquiétude de la Conférence du désarmement et du reste de la communauté internationale face au retard marquant la conclusion des négociations. Les très grandes espérances engendrées en janvier 1989 par la Conférence de Paris sur les armes chimiques restent toujours à réaliser.

Nos négociations ont atteint un stade critique où les questions sont maintenant abordées dans un esprit plus constructif que jamais auparavant. Si ma délégation comprend et même respecte les inquiétudes qu'éprouvent certaines délégations au sujet d'un certain nombre de questions décisives actuellement en négociation, elle estime qu'il importe avant tout de faire en sorte que nous ayons une convention que la très grande majorité des membres de la communauté internationale sera disposée à approuver et ratifier. C'est pourquoi nous nous félicitons de voir le Comité spécial porter une attention croissante à la question de l'universalité. De même, il est important de mener à intervalles réguliers des consultations intenses avec les Etats non membres de la Conférence du désarmement qui n'ont pas la possibilité de procéder à l'examen approfondi des dispositions du projet de convention et de ses effets sur leur sécurité nationale.

Ma délégation estime que le jour où la convention sera définitivement conclue, il sera essentiel d'offrir aux parties qui ne produisent ni ne stockent d'armes chimiques, une garantie authentique et fiable, d'une manière qui renforce et non pas qui diminue la sécurité de tous. Ces armes, qui sont des moyens de destruction massive et aveugle, sont moralement répréhensibles parce que leurs cibles ne sont pas des installations militaires ou des structures matérielles essentielles aux entreprises militaires. Elles sont toujours dirigées contre des civils innocents et leur environnement.

En termes pratiques, la convention doit comporter un régime de vérification très efficace donnant aux Etats parties la conviction que ses dispositions seront appliquées ou, dans la négative, que les violations seront rapidement décelées. Il faut une convention qui garantisse que dans les cas

(M. Azikiwe, Nigéria)

où des violations seront détectées, une action décisive sera prise; une convention qui ne fasse notamment aucune discrimination entre les Etats parties; une convention qui encourage également la coopération entre les Etats parties dans l'industrie chimique. De même, il est nécessaire de prévoir des garanties authentiques de façon que le principe de l'interdiction ne risque pas de porter préjudice à l'industrie chimique des pays en développement.

Ma délégation est convaincue que, sous votre conduite éminente, le Comité spécial a pris un bon départ à cette session. Nous attendons du Comité qu'il redouble d'efforts pour mener à bien ce qu'il reste à faire. L'esprit de concession mutuelle et de mûr compromis est nécessaire à ce stade pour surmonter les différences qui subsistent.

Nous ne pouvons nous empêcher de signaler que nous regrettons profondément que le Comité spécial de l'espace ne soit pas habilité à négocier. Au juste, que devons-nous faire ? Nous pouvons continuer à faire de la présence, en espérant que se dissiperont les problèmes fondamentaux qui se posent à certaines délégations. Nous pourrions aussi entreprendre des efforts courageux et constructifs pour apporter notre contribution aux travaux du Comité spécial. A cet égard, ma délégation se félicite de l'initiative hardie du Président García Moritán, qui a établi une liste à caractère non contraignant de sujets grâce à laquelle nous pourrions procéder d'une manière plus pratique, à un examen de fond.

Nous pensons que le régime juridique en vigueur est insuffisant. Les progrès rapides des sciences et techniques ont conduit à la création de systèmes d'armement nouveaux qui n'étaient pas prévus lors de la négociation du Traité sur l'espace extra-atmosphérique et d'autres textes pertinents. Il y a tant de choses que nous pouvons et que nous devons faire. Cela suppose de notre part une grande ouverture d'esprit et beaucoup de volonté politique spécialement chez ceux sur qui repose au premier chef la responsabilité de la prévention d'une course aux armements dans l'espace.

La Conférence du désarmement a besoin de réaliser des progrès décisifs pour conserver son crédit en tant qu'instance de négociation. Je pense que durant la session de cette année nous devrions éviter de glisser dans le train-train, de disperser notre attention dans un débat général où nous touchons à tout sans qu'aucune mesure ne soit prise en fin de compte. Il faudrait que cette session soit axée sur l'action, pour arriver à des résultats concrets.

Le PRESIDENT (traduit du russe) : Je remercie le distingué représentant du Nigéria pour son intervention et pour les paroles bienveillantes qu'il m'a adressées. Je donne maintenant la parole au distingué représentant du Japon, l'Ambassadeur Donowaki.

M. DONOWAKI (Japon) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, je tiens tout d'abord à vous exprimer mes sincères félicitations à l'occasion de votre accession au poste très important de président de la Conférence. Je voudrais également adresser mes remerciements à vos prédécesseurs, l'Ambassadeur Rasaputram et l'Ambassadeur Hyltenius, qui ont apporté une

(M. Donowaki, Japon)

contribution très importante en lançant nos travaux dans la bonne voie. Comme c'est la première fois que j'interviens dans les débats de la Conférence cette année, je tiens encore à saluer nos nouveaux collègues, dont l'Ambassadeur de France, qui vient d'arriver, et à remercier le Premier Vice-Ministre bulgare des affaires étrangères d'être des nôtres aujourd'hui. J'ai suivi son importante déclaration avec un vif intérêt.

Au commencement de la session de 1990 de la Conférence, notre estimé collègue du Brésil, l'Ambassadeur de Azambuja, nous a donné à réfléchir par cette question : "Tant sur le plan conceptuel que sur le plan de sa structure, la Conférence du désarmement est l'enfant de la guerre froide. Comment cet organe peut-il s'adapter aux temps nouveaux ?". Il évoquait ainsi l'état peu satisfaisant des travaux de la Conférence et, plus précisément, notre incapacité d'enregistrer des résultats concrets, tandis que les négociations sur le désarmement à l'échelon bilatéral, entre superpuissances, et à l'échelon régional, entre pays de l'Europe de l'Est et de l'Ouest, remportaient succès sur succès. Cette question revêtait une importance considérable. Au terme de la guerre froide, les pays d'Europe de l'Est et de l'Ouest, comme les deux superpuissances, sont sortis de l'impasse où l'affrontement les avait conduits et ont pu enregistrer toute une succession de percées majeures dans le cadre des diverses négociations sur le désarmement qu'ils menaient. C'est principalement en raison de l'impasse créée par l'affrontement entre l'Est et l'Ouest que la Conférence du désarmement, laquelle est aussi une importante instance de négociation sur le désarmement, n'est parvenue à aucun résultat concret pendant plus d'une décennie en ce qui concerne les questions inscrites à son ordre du jour. Malheureusement, même alors que les tensions entre l'Est et l'Ouest se sont atténuées et que la situation s'est débloquée, la Conférence du désarmement n'arrive toujours pas à produire de résultats concrets. Pourquoi en est-il ainsi ?

On peut considérer cette question avec pessimisme ou avec optimisme. Les pessimistes affirmeront, par exemple, que la Conférence du désarmement a été conçue à l'ère de la guerre froide, et organisée en conséquence. Le fait d'y réunir des Etats autres que les pays de l'Est et de l'Ouest constituait un moyen de faciliter la médiation du conflit Est-Ouest sur des questions de désarmement. Toutefois, la division était si grande que les travaux n'ont débouché sur aucun accord concret. La guerre froide terminée, les Etats de l'Est et de l'Ouest membres de la Conférence sont désormais en mesure de parvenir à des accords sans l'aide ou la participation des autres Etats membres. Bien entendu, il faudra que ces autres Etats restent présents, car la Conférence est l'organe où se négocient des accords de désarmement à l'échelle mondiale, et non pas seulement entre l'Est et l'Ouest. Cependant, l'échec des travaux de la Conférence à ce jour, alors même que les circonstances ont changé, signifie nécessairement qu'il faut repenser les choses afin que l'organe soit à même de relever les défis et de répondre aux besoins de l'ère nouvelle qui succède à la guerre froide.

Je ne souscris pas, pour ma part, à des vues si pessimistes. Les optimistes tiendront le raisonnement suivant : il faut faire preuve d'un peu plus de patience quant au rythme auquel avancent les travaux de la Conférence. La fin de la guerre froide ouvre déjà la voie à des percées

(M. Donowaki, Japon)

majeures au sein de cet organe. Le fait que d'autres instances enregistrent plus rapidement des résultats concrets ne tient qu'à la complexité intrinsèque de la tâche confiée à la Conférence, laquelle est censée parvenir à des accords mondiaux, dépassant le cadre des relations Est-Ouest, ainsi qu'à son souci d'avancer en connaissance de cause et avec circonspection alors que les organes de négociation Est-Ouest ont une orientation plus politique. Quant à la nécessité de revoir la conception et l'orientation de la Conférence du désarmement afin qu'elle soit à même de satisfaire aux exigences des temps nouveaux, il est indubitable qu'un examen exhaustif et intense s'impose. Dans l'intervalle, toutefois, nul n'est besoin de croire que les structures actuelles de la Conférence l'empêchent réellement de remplir convenablement ses fonctions à cette époque de transition cruciale, puisque la plupart des pays et des régions qui occupent aujourd'hui une position clé dans le monde sont d'ores et déjà bien représentés à la Conférence. Qui plus est, tout Etat qui estime devoir participer aux travaux de la Conférence peut le faire en qualité d'observateur.

Un examen attentif de l'état d'avancement des négociations relatives à la convention sur les armes chimiques justifiera l'attitude optimiste que je viens d'exposer quant aux travaux de la Conférence. C'est en 1984, lorsque les Etats-Unis ont soumis un projet de convention qui a été publié sous la cote CD/500, que la notion d'inspections obligatoires ou d'inspections sur demande s'est imposée comme un moyen important d'assurer la fiabilité et l'efficacité de la convention sur les armes chimiques. En 1987, par suite de la nouvelle mentalité préconisée par le président Gorbatchev dans les affaires internationales, l'Union soviétique en est venue à appuyer l'idée d'inspections obligatoires. La fin de la guerre froide s'amorçait déjà et allait donner aux négociations sur les armes chimiques une impulsion formidable. Deux ans plus tard, en janvier 1989, alors que la Conférence n'était toujours pas parvenue à conclure une convention et que l'on déplorait des cas d'emploi d'armes chimiques dans la guerre entre l'Iran et l'Iraq, la Conférence de Paris a été convoquée - suivie quelques mois plus tard de la Conférence de Canberra - afin d'inciter les Etats à conclure rapidement la convention.

L'année 1990 a été considérée comme le moment critique des négociations. En signant, en juin, un accord bilatéral sur la cessation de la fabrication des armes chimiques et la destruction de la majeure partie de leurs stocks d'armes chimiques, les Etats-Unis et l'Union soviétique ont réellement franchi un pas historique qui devait considérablement faciliter les négociations relatives à une convention sur les armes chimiques.

En revanche, force est de reconnaître que la notion nouvelle d'inspections sur demande allait avoir un impact énorme, car ces inspections devaient être effectuées à l'échelle mondiale, à la différence de celles que prévoyait le Traité sur les Forces armées conventionnelles en Europe, lequel s'appliquait uniquement à ce continent, outre qu'elles étaient censées viser non seulement les installations militaires, mais également celles de l'industrie civile. Le caractère complexe et névralgique de la question est devenu patent dès lors que les Etats-Unis et l'Union soviétique n'ont pu s'entendre sur un protocole relatif aux procédures d'inspection, bien qu'ils

(M. Donowaki, Japon)

se soient engagés à y parvenir au 31 décembre 1990. Il est clair, par conséquent, que l'on ne peut pas taxer la Conférence du désarmement d'incompétence ni lui reprocher de n'avoir pas su exploiter les possibilités qu'offrait la fin de la guerre froide.

Le débat sur la question de l'universalité de la future convention sur les armes chimiques a, lui aussi, contribué pour beaucoup à la lenteur des négociations de l'année dernière. Par l'accord bilatéral qu'ils ont signé en 1990, les Etats-Unis et l'Union soviétique sont convenus d'introduire dans le projet de convention sur les armes chimiques la notion de stocks résiduels de sécurité, afin d'assurer une adhésion universelle à la future convention. Cependant, cette proposition, qui revenait à instaurer une inégalité parmi les Etats parties à la future convention en leur réservant un traitement différent selon qu'ils détenaient ou non des armes chimiques, devait nécessairement se heurter à une forte opposition et susciter le ressentiment d'un certain nombre d'Etats participant aux négociations.

J'ai abordé la question des inspections sur demande et celle de l'universalité parce que c'étaient là les points les plus importants auxquels les négociations sur les armes chimiques se sont achoppées en 1990. Je n'en ai pas pour autant perdu l'espoir, bien au contraire : la délégation japonaise a constaté avec satisfaction que la Conférence en était enfin venue, l'année dernière, à examiner les questions les plus critiques avec sérieux et dans un esprit constructif, sous la direction compétente de votre prédécesseur, l'Ambassadeur Hyltenius. La Conférence s'est aussi attaquée avec énergie à d'autres questions importantes en suspens et a enregistré des progrès considérables au cours de l'année.

Aujourd'hui, la délégation japonaise se félicite de constater que la grande majorité des délégations ont l'impression d'approcher de l'objectif final. Sous votre direction compétente et dévouée, Monsieur le Président, le Comité spécial des armes chimiques poursuit activement la négociation des questions capitales que sont les inspections sur demande et l'adhésion universelle à la convention, ainsi que d'autres questions en suspens, tout aussi importantes. Les présidents des groupes de travail et les collaborateurs du Président que vous avez choisis font, eux aussi, preuve de dévouement et de compétence. Les coordonnateurs de groupe, quant à eux, redoublent d'efforts. Tout cela signale une accélération du processus. Les consultations officielles et officieuses, de même que les consultations bilatérales et par groupe, sont entièrement axées sur la réalisation rapide de notre objectif commun. C'est pourquoi la délégation japonaise ne juge pas nécessaire de s'arrêter aujourd'hui en séance plénière sur des questions concrètes; elle veut simplement réaffirmer qu'elle est fermement attachée à oeuvrer, sous votre direction compétente, à une conclusion rapide de la convention sur les armes chimiques. En outre, je voudrais saisir cette occasion pour rappeler à la Conférence que le Japon, comme les Etats participant à la CSCE, a déclaré en octobre dernier, devant la Première Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies, son intention de figurer parmi les parties originaires à la convention sur les armes chimiques.

(M. Donowaki, Japon)

La deuxième question que je voudrais aborder aujourd'hui en évoquant le rôle de la Conférence du désarmement dans ce monde en transition est celle d'une interdiction des essais nucléaires. Le fait qu'un comité spécial sur la question a été établi l'année dernière et rétabli cette année indique de la part des délégations à la Conférence, un changement d'attitude réellement significatif après sept années de débats stériles. C'est, bien entendu, à l'esprit de compromis et à la souplesse dont ont fait preuve tous les groupes d'Etats et délégations à la Conférence que nous devons cette évolution. La délégation japonaise a constaté avec une satisfaction particulière qu'après la quatrième Conférence d'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, de septembre 1990, et la Conférence d'amendement du Traité sur l'interdiction partielle des essais, tenue en janvier dernier, ce même esprit a prévalu de nouveau et nous a permis de reconstituer le comité spécial.

Les pourparlers entre les Etats-Unis et l'Union soviétique sur les essais nucléaires ont produit récemment des résultats notables; il n'en demeure pas moins que la lenteur des progrès vers la réalisation d'une interdiction complète des essais est depuis longtemps une source de vif mécontentement pour nombre d'Etats non dotés d'armes nucléaires. Aussi se peut-il que l'affrontement ait été un moyen tout naturel d'exercer des pressions à l'échelon international en vue d'obtenir rapidement une telle interdiction. De même, à la Conférence du désarmement, en ce qui concerne la question de créer un comité spécial, les délégations se sont divisées pendant des années en deux camps qui refusaient d'entrer en matière - l'un, si ce comité était doté d'un mandat de négociation; l'autre, s'il ne l'était pas. Il semble à présent que la Conférence soit sortie de cette impasse, grâce à l'esprit de compromis et à la souplesse des Etats membres. Qui plus est - et c'est là un sujet de satisfaction pour la délégation japonaise -, le Comité spécial sur l'interdiction des essais nucléaires semble, sous la direction compétente de l'Ambassadeur Chadha, s'être mis sérieusement au travail et vouloir engager un réel dialogue. Je suis même convaincu que, lorsque nous aurons ouvert le dialogue et serons parvenus à approfondir notre conception commune de la nature d'une interdiction des essais nucléaires, nous serons, à partir d'une telle conception commune, en mesure d'élaborer ensemble une solution satisfaisante du problème.

Cela dit, tout en préconisant le désarmement nucléaire et la conclusion rapide d'une interdiction complète des essais, le Japon est d'avis qu'il faudrait réaliser cette interdiction par étapes, car il s'agit là d'une question très complexe et délicate, qui touche à la sécurité des Etats. La délégation japonaise a exposé en détail ses vues sur ce point important et sur d'autres encore devant le Comité spécial sur l'interdiction des essais nucléaires et continuera à le faire au sein de cet organe. Elle compte, encore une fois, que les travaux de fond, repris dans le cadre du Comité spécial, seront fructueux et couronnés de succès, et qu'ils nous conduiront en dernière analyse à un règlement satisfaisant de cette question historique et ancienne.

En réfléchissant au rôle de la Conférence du désarmement en cette ère nouvelle qui succède à la guerre froide, il ne faut pas oublier un fait dont nous avons tous conscience : l'achèvement de l'affrontement Est-Ouest ne se soldera pas nécessairement par un renforcement de la paix et de la stabilité



(M. Donowaki, Japon)

dans le monde. L'exemple regrettable de la guerre du Golfe nous a rappelé que les conflits régionaux risquaient de devenir encore plus fréquents et plus désastreux. Par conséquent, notre plus grand souci doit être à présent de déterminer dans quelle mesure et par quel moyen nous pouvons empêcher que ne se répètent des incidents tels que celui que l'Iraq a déclenché illégalement. A cet égard, on peut raisonnablement penser que nos rencontres internationales seront l'occasion, chaque fois que possible, d'examiner de très près la question de la non-prolifération des armes de destruction massive, ainsi que celle de l'accumulation anormale d'armes classiques dans certaines régions.

En sa qualité d'instance multilatérale unique de négociation sur le désarmement, la Conférence du désarmement sera certainement jugée selon son aptitude à répondre aux préoccupations de notre époque, telles que je viens de vous les décrire. En ce qui concerne la non-prolifération des armes de destruction massive, la conclusion rapide d'une convention sur les armes chimiques sera sans doute la seule contribution - mais aussi la plus importante - que la Conférence du désarmement puisse apporter pour l'heure. En tardant encore longtemps à mettre la dernière main à la convention, la Conférence verrait sa compétence sérieusement remise en question. Quant aux armes biologiques, plusieurs délégations semblent penser qu'après avoir conclu la convention sur les armes chimiques, il serait normal que la Conférence entreprenne d'urgence de mettre à jour la convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction, en y incorporant un mécanisme de vérification réalisable et fiable. Pour ce qui est de la non-prolifération des armes nucléaires, il existe un traité sur la question, et force est de reconnaître que le renforcement du régime établi par cet instrument ne relève pas uniquement de la Conférence du désarmement.

En ce qui concerne l'accumulation anormale d'armes classiques dans certaines régions, les derniers événements du Golfe nous ont rappelé les risques d'une telle situation. Le Japon, qui applique depuis longtemps une politique de contrôle strict des exportations d'armes, serait bien placé pour exhorter d'autres fournisseurs importants d'armes à faire preuve de retenue. Cependant, comme chacun le sait, le contrôle des exportations d'armes est un problème complexe. Le refus de livrer des armes risque, en effet, de déstabiliser les régions où le déséquilibre existant des forces constitue réellement une menace pour la sécurité de certains pays. Au demeurant, la limitation pure et simple des transferts d'armes a pour effet de donner automatiquement l'avantage aux pays qui ont la capacité de fabriquer des armes. Quoi qu'il en soit, il reste à voir si la Conférence du désarmement est l'instance la plus indiquée pour régler la question.

En revanche, nous pourrions peut-être faire un pas modeste en accroissant la transparence en matière de transferts internationaux d'armes. C'est là l'une des mesures dites de renforcement de la confiance et, si elle doit être appliquée à l'échelle mondiale, il n'en demeure pas moins qu'elle a un grand poids dans les problèmes de sécurité régionale. D'ailleurs, l'Organisation des Nations Unies a confié à un groupe d'experts le soin de se pencher sur la question de la transparence de ces transferts; l'étude entreprise devrait être

(M. Donowaki, Japon)

achevée dans le courant de l'été. Bien que les mesures de confiance ne constituent pas à proprement parler des mesures de désarmement, il ne fait aucun doute qu'elles aident à empêcher la course aux armements, et la Conférence du désarmement doit bien être l'instance voulue pour examiner la question avant que des engagements internationaux appropriés soient élaborés. De la sorte, la Conférence s'accordera peut-être mieux aux exigences de l'époque.

Il suffit de parcourir l'ordre du jour de la Conférence du désarmement énoncé dans le document CD/1049 pour voir que pas moins de trois points sont consacrés à des sujets nucléaires et qu'il n'y est fait aucune place à des questions aussi pertinentes que celles de la Convention sur les armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines. La délégation japonaise reconnaît, bien sûr, l'importance que revêt une interdiction des essais nucléaires et continuera à ne ménager aucun effort afin que leur interdiction intervienne rapidement. Il est néanmoins indéniable que l'idée d'accorder à ce point de l'ordre du jour un rang de priorité si élevé provient de la guerre froide et a été conçue à l'époque où celle-ci avait atteint son point culminant. Il y a environ dix ans, alors qu'il n'était réellement pas possible de réduire les armes nucléaires, il n'est pas exclu qu'une interdiction des essais nucléaires, aussi peu réalisable qu'elle pût être effectivement, se soit imposée à l'esprit comme étant le pas le plus important à franchir dans la voie vers le désarmement nucléaire. Le monde dans lequel nous vivons aujourd'hui est tout à fait différent - du moins faut-il l'espérer.

La délégation japonaise reconnaît que l'ordre du jour de la Conférence du désarmement a des sources historiques. On explique souvent qu'il repose sur le célèbre décalogue, dont on dit qu'il tient compte des dispositions pertinentes des documents adoptés aux deux premières sessions extraordinaires de l'Assemblée générale consacrées au désarmement. Dès lors, on se demandera pourquoi le décalogue ne pourrait pas être plus souple et nous laisser une plus grande latitude pour inscrire à l'ordre du jour de la Conférence les questions urgentes de notre époque, notamment celle de la Convention sur les armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines.

Dans les circonstances actuelles, la délégation japonaise constate avec satisfaction que les consultations officieuses, ouvertes à la participation de tous les Etats membres, sur l'amélioration et l'efficacité du fonctionnement de la Conférence ont été reprises sous la direction de notre estimé collègue, l'Ambassadeur Kamal, du Pakistan. Alors que le monde évolue rapidement, la Conférence du désarmement doit certainement redoubler d'efforts afin de satisfaire aux exigences de l'époque : à ce titre, il convient qu'elle fasse aboutir dès que possible les négociations menées depuis longtemps sur une convention interdisant les armes chimiques et inscrive à son ordre du jour les questions les plus appropriées à la situation actuelle et qui exigent d'être réglées d'urgence.

Je voudrais pour conclure appeler l'attention de la Conférence sur le fait que le Gouvernement japonais a publié hier une déclaration traitant des politiques à court terme du Japon à l'égard des problèmes du Moyen-Orient.

(M. Donowaki, Japon)

Il y est notamment question de la limitation des armements et du désarmement et, comme cette déclaration explique la position officielle du Gouvernement japonais sur certaines des questions que j'ai abordées au cours de mon intervention, j'en ai fait distribuer un exemplaire à toutes les délégations, dans la traduction anglaise.

Le PRESIDENT (traduit du russe) : Je remercie le distingué représentant du Japon pour son intervention et pour les paroles bienveillantes qu'il m'a adressées. Je donne maintenant la parole au distingué représentant du Venezuela, l'Ambassadeur Arteaga.

M. ARTEAGA (Venezuela) (traduit de l'espagnol) : Je tiens tout d'abord, Monsieur le Président, à vous féliciter de votre accession à la présidence, où votre vaste expérience, votre connaissance profonde des questions de désarmement et votre compétence reconnue sont la meilleure garantie que, sous votre direction, nos travaux seront fructueux et constructifs.

Mes félicitations et mes remerciements vont également à l'Ambassadeur Rasaputram ainsi qu'à l'Ambassadeur Hyltenius, de la Suède, pour les talents de diplomate et l'efficacité dont ils ont fait preuve dans la conduite des travaux de la Conférence au cours des semaines passées. Qu'il me soit permis également de souhaiter la bienvenue aux ambassadeurs d'Algérie, d'Australie, de Bulgarie, de France, de Pologne et de Yougoslavie, qui se sont récemment joints à nous.

Il ne fait pas de doute que l'évolution politique qu'ont connue l'Europe de l'Est et l'Europe centrale a souligné le rôle primordial que jouent en tant que facteur d'équilibre et de pondération dans les relations internationales certains concepts et principes qui guident la conduite des Nations Unies depuis 1945, à savoir le respect des droits de l'homme, l'autodétermination des peuples et le concept de sécurité internationale.

Il est certain que grâce à cette évolution et à l'acceptation de nouvelles conceptions de la politique internationale, la formule de la guerre froide n'est plus considérée comme un modèle politique du système international. Au moment même où l'on considérerait les possibilités encourageantes qu'offrait la nouvelle situation en Europe, la communauté internationale a dû faire face dans le Golfe à une crise délicate et dangereuse à laquelle elle a su répondre avec fermeté.

A la suite de la détente intervenue dans les relations soviéto-américaines, nous avons entendu des exposés sur la nécessité de progresser vers l'instauration d'un nouvel ordre international. Nous sommes convaincus que la nouvelle structure mondiale doit reposer sur des principes d'équilibre et sur la reconnaissance du rôle que chacun des organismes des Nations Unies peut jouer en faveur de la paix et de la sécurité internationales, sans chercher à établir entre eux d'ordre hiérarchique.

S'il est vrai que le Conseil de sécurité est sorti affermi des transformations rapides et profondes qu'a connues la scène internationale

(M. Arteaga, Venezuela)

et de la crise du Golfe, il est non moins vrai que ces changements devraient servir de catalyseur afin de revitaliser les travaux de la Conférence du désarmement et ceux d'autres organismes des Nations Unies et de leur donner davantage d'efficacité.

Nous estimons également que l'ordre international de l'avenir ne doit pas reposer sur les intérêts particuliers d'un petit groupe de pays, situation qui pourrait conduire à la formation d'un système international limité qui négligerait l'intérêt général de la communauté internationale face aux grands problèmes à quoi il faut s'atteler.

On ne peut nier que le rythme prudent des négociations sur la limitation des armements et le désarmement n'a pu suivre le mouvement vertigineux des événements politiques, ce qui a contribué à jeter un doute sur la validité de doctrines militaires qu'il convient de remplacer par des structures qui permettent d'éliminer rapidement les antagonismes qui ont duré plus de 40 ans.

L'une des questions au centre des travaux de la Conférence du désarmement est celle de l'interdiction des essais nucléaires. Le moyen le plus efficace de réaliser cet objectif, commun à tous, est la conclusion d'un traité. La poursuite des essais d'armes nucléaires pourrait compromettre les efforts déployés pour renforcer le régime juridique de la non-prolifération. C'est donc là une des questions les plus délicates à laquelle devra faire face la communauté internationale durant la décennie. La conclusion d'un traité qui interdirait ces essais de manière générale et complète aurait l'avantage de jouer le rôle d'un mécanisme de persuasion politique qui découragerait toute initiative d'un Etat ou d'un groupe d'Etats visant à accroître la prolifération horizontale, avec ses dangers.

En revanche, la poursuite des essais donnerait sans aucun doute à certains Etats non nucléaires une justification politique pour continuer à se tenir à l'écart du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, ce qui confirmerait le caractère discriminatoire qu'un grand nombre d'Etats attribuent à cet instrument.

La poursuite des essais nucléaires, nous en sommes convaincus, ne devrait pas se dissimuler derrière la nécessité d'assurer la fiabilité, l'efficacité et la sécurité des arsenaux nucléaires, non plus que se justifier par l'insuffisance des méthodes de vérification actuelles. A notre avis, de tels arguments ou de telles excuses tiennent de la tactique dilatoire visant à esquiver l'objectif de sécurité, commun à tous les Etats. Tout atermoiement en la matière aurait pour effet d'affaiblir les bases du futur ordre international à l'instauration duquel nous aspirons tous. En outre, la conclusion d'un tel traité aurait un effet positif sur l'inversion de la course aux armements.

En ce qui concerne le Traité sur la non-prolifération, nous estimons que sa prorogation au-delà de 1995 sera tout naturellement liée à la mise en oeuvre à bref délai de cette mesure de désarmement, comme il transparaît des négociations de la quatrième Conférence d'examen. En vue de compléter les travaux de cet organe et sans méconnaître le rôle primordial qu'il appartient

(M. Arteaga, Venezuela)

à la Conférence du désarmement de jouer, le Venezuela, de concert avec cinq autres pays, a pris l'initiative d'organiser récemment la Conférence d'amendement au Traité d'interdiction partielle des essais nucléaires de 1963, l'objectif visé étant de chercher des formules de compromis pour éliminer cette pratique. Dans cette démarche, nous avons obéi à un esprit constructif fondé sur les principes que vise le Traité lui-même. La délégation mexicaine a présenté, au nom des six pays coauteurs de la proposition d'amendement, le document CD/1054 qui contient le projet de protocole II concernant la vérification de l'amendement proposé. Nous espérons que le Comité spécial réservera à ce document l'attention qu'il mérite.

Dans cet ordre d'idées, la délégation vénézuélienne se félicite de la Déclaration de Foz do Iguazú, du 28 novembre 1990, signée par les Présidents de l'Argentine et du Brésil, par laquelle les deux chefs d'Etats réaffirment que leurs pays sont prêts à utiliser l'énergie nucléaire à des fins exclusivement pacifiques et leur désir de prendre des mesures qui faciliteront l'entrée en vigueur du Traité visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine (Traité de Tlatelolco) et ils indiquent aussi leur intention de signer éventuellement, avec l'Agence internationale de l'énergie atomique, un accord de garanties avec les conséquences positives qui peuvent en découler en matière de vérification. Il n'est pas douteux que de telles expressions de la volonté politique marquent une fois de plus l'attachement de l'Amérique latine à la non-prolifération et au désarmement.

Nul ne peut nier que la communauté internationale a décidé de réserver l'espace extra-atmosphérique à des fins exclusivement pacifiques et dans l'intérêt de l'humanité tout entière. S'il est vrai qu'aucune arme n'a encore été placée dans l'espace, certaines armes ou certains systèmes d'armes pourraient l'être.

Nous constatons que, dans leurs entretiens sur les armes nucléaires stratégiques, les Etats-Unis et l'Union soviétique n'ont pu parvenir à une solution au problème du perfectionnement des armes nucléaires et de la fabrication de nouveaux systèmes défensifs. Il semblerait que la discussion du lien entre armes offensives et défensives vise à légitimer le déploiement de systèmes stratégiques défensifs dans tous les milieux, y compris l'espace.

Le Traité de 1967 sur les principes régissant les activités des Etats en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps terrestres, est toujours en vigueur. Nous avons tous reconnu que cet instrument joue un rôle très important dans la réglementation des activités liées à l'espace. Ce que l'on ne prévoyait pas à l'époque où il a été négocié et où il est entré en vigueur, c'était la possibilité de mettre au point des armes et des systèmes de défense stratégiques susceptibles d'être utilisés dans l'espace, à partir de l'espace ou vers l'espace. De là vient l'affirmation réitérée à maintes reprises que le régime juridique applicable à l'espace n'est pas suffisant pour prévenir efficacement une course aux armements dans ce milieu et c'est pour cette raison que nous avons souligné également la nécessité de négocier des mesures concrètes destinées à prévenir une course aux armements dans l'espace.

(M. Arteaga, Venezuela)

Voilà six ans déjà que le Comité spécial sur la prévention d'une course aux armements dans l'espace examine cette question. Comme le montrent ses rapports, ses travaux ont été utiles à beaucoup d'égards. Mais l'on peut en conclure que l'étape de l'examen général et de fond des questions liées à la prévention d'une course aux armements dans l'espace aussi bien que celui du régime juridique en vigueur est dépassée. Désormais, les efforts doivent s'attacher à identifier et mettre en oeuvre des mesures concrètes pour réaliser l'objectif central du point 5 de l'ordre du jour de la Conférence : la prévention d'une course aux armements dans l'espace.

Les propositions présentées jusqu'ici constituent une base sérieuse et, examinées de près, devraient permettre de définir des domaines de convergence et d'orienter les travaux du Comité dans le sens de l'action. Dans le cadre de ces propositions, celle présentée par le Venezuela vise à modifier l'article 4 du Traité sur l'espace de 1967 pour transformer l'interdiction partielle en une interdiction totale. Partant de cette appréciation "positive" des travaux du Comité, nous nous étonnons qu'il n'ait pu progresser dans l'examen des mesures destinées à prévenir efficacement une course aux armements dans l'espace.

Parmi les questions inscrites à l'ordre du jour de la Conférence, le point relatif aux armes chimiques est le seul à propos duquel la Conférence, en tant qu'organe multilatéral de négociation, ait réalisé des progrès. Le processus de négociation du projet de convention a été parsemé de nombreux obstacles comme en témoignent les appendices I et II du texte évolutif. Dans le projet de convention, tous les Etats parties s'engagent à ne pas utiliser, mettre au point, fabriquer, acquérir, stocker, conserver ou transférer d'armes chimiques et à détruire celles-ci. La portée de la convention est claire : elle vise la destruction totale et complète des armes chimiques. Etant donné que le Protocole de Genève de 1925 prévoit l'interdiction de l'usage des armes chimiques et que c'est un des objectifs de la future convention, comment se fait-il que cette interdiction ne figure pas dans le mandat du Comité ? Il est en outre clairement question de la destruction totale des armes chimiques sur une période de 10 ans. Compte tenu de cet engagement et de la portée de la convention, qui vise une interdiction et une destruction totales, il serait inacceptable à ce stade des négociations de prévoir le maintien de certains arsenaux d'armes chimiques au terme du processus de destruction. Le caractère fondamental de cet instrument doit être son universalité et pour y parvenir la convention doit viser une interdiction et une destruction totales et complètes, sans que soit accordé aux Etats dotés d'armes chimiques le droit de conserver certains arsenaux et sans qu'il y ait de dérogation possible à l'obligation de détruire toutes les armes chimiques et les installations de fabrication.

Un point qui doit retenir l'attention du Comité est celui du financement de l'organisation pour l'interdiction des armes chimiques. L'année dernière, le Groupe C a tenu sur cette question des consultations dont les résultats figurent à l'appendice II du texte évolutif. En faire état dans le projet de convention est une mesure utile qui devrait faciliter les travaux du Comité.

(M. Arteaga, Venezuela)

En négociant une convention visant l'interdiction complète des armes chimiques, négociation qui a demandé l'examen de nombreux aspects politiques et techniques extrêmement complexes ainsi que de grands efforts et sacrifices de la part des négociateurs, la Conférence a prouvé que, lorsqu'elle était animée de la volonté politique nécessaire, elle pouvait progresser en tant qu'instrument multilatéral de négociation.

Le moment semblerait opportun de considérer la proposition tendant à l'organisation d'une session de la Conférence du désarmement consacrée aux armes chimiques et tenue au niveau ministériel. L'objectif de cette session serait sans doute de surmonter les obstacles liés à la négociation de la convention; mais pourquoi confronter cette session aux problèmes qui existent actuellement ? Nous devons chercher à les éliminer et convoquer la Conférence au moment le plus opportun.

Une modeste contribution du Venezuela aux efforts visant l'interdiction complète des armes chimiques est l'organisation, à Caracas, d'un séminaire régional consacré essentiellement aux armes chimiques. Ce séminaire aura lieu du 1er au 5 juillet prochains et il aura pour fin, répétons-le, de porter à la connaissance de tous les Etats d'Amérique latine et des Caraïbes les objectifs et les buts de la convention, les mécanismes de vérification qui devront être mis en place et, d'une manière générale, tous les aspects juridiques et techniques de la future convention sur les armes chimiques afin de faciliter le processus administratif et législatif interne auquel chacun devra se conformer pour ratifier rapidement, mettre en vigueur et appliquer cet instrument. On espère que les gouvernements participants désigneront de préférence des fonctionnaires du Ministère de la justice ou d'autres organismes gouvernementaux qui, d'une manière ou d'une autre, participeront au processus de prise de décision lié à l'adoption et à la mise en vigueur de la convention.

Un thème qui demande l'attention de plus en plus suivie de la communauté internationale est celui de la protection de l'environnement. La course aux armements, par la technologie qu'elle met en oeuvre, par la fabrication et par l'emploi de certains types d'armes, a eu des conséquences très sérieuses à cet égard. Il suffit d'ailleurs de mentionner la poursuite des essais nucléaires et de rappeler les accidents qui ont eu lieu, comme celui de la centrale nucléaire de Tchernobyl. Il nous faut chercher à mettre en valeur des sources d'énergie plus sûres et plus saines. Un autre exemple d'une dégradation très grave de l'environnement dans le Moyen-Orient est celui de la destruction des puits de pétrole pendant la guerre du Golfe.

Les mesures de désarmement exigent qu'on ait recours à des mécanismes - pour détruire les armes, les transporter à cette fin, traiter les déchets, éliminer les installations de fabrication - qui risquent d'avoir de graves répercussions sur le système écologique. Nous estimons donc que les mesures prises doivent garantir la protection de l'environnement. A cet égard, et en ce qui concerne les armes chimiques, nous trouvons encourageante la proposition du Pérou d'incorporer dans le projet de convention un article touchant l'engagement des Etats parties d'adopter les mesures nécessaires pour que l'un des soucis prioritaires dans l'application de la convention soit la préservation et la décontamination de l'environnement.

Le PRESIDENT (traduit du russe) : Je remercie le distingué représentant du Venezuela pour son intervention et pour les paroles bienveillantes qu'il m'a adressées. La liste des orateurs inscrits est maintenant épuisée. Quelque autre représentant souhaite-t-il intervenir à ce stade ? Je reconnais le distingué représentant de la France, l'Ambassadeur Errera. Je lui donne la parole.

M. ERRERA (France) : Je voudrais très simplement vous remercier, Monsieur le Président, pour les très aimables paroles de bienvenue que vous m'avez adressées. Il est inutile de dire que, pour moi, c'est un grand plaisir et un grand honneur de représenter mon pays à cette conférence et de rejoindre cette éminente assemblée qui est à la fois un témoin et un acteur des modifications ou des bouleversements intervenus dans les équilibres internationaux. De la rejoindre à un moment où les problèmes du désarmement prennent une dimension nouvelle, problèmes du désarmement et du contrôle des armements, et où ils n'ont peut-être jamais été aussi présents. De la rejoindre enfin au moment où vous avez été appelé à présider nos travaux, et permettez-moi, à cette occasion, de former tous les vœux de succès pour votre importante mission. Je voudrais vous remercier aussi pour ce que vous avez dit de mon prédécesseur et de mon ami, Pierre Morel, dont je sais la contribution qu'il a apportée aux travaux de la Conférence et qui sera donc particulièrement sensible au message que je lui transmettrai. Je sais aussi que Pierre Morel n'aurait pu mener à bien sa mission ici sans la confiance et sans l'amitié de tous, des pays membres, du Secrétaire général, du Secrétaire général adjoint, du secrétariat; cet esprit de confiance, soyez assuré que j'aurai à cœur de le faire vivre et de le consolider. Je tiens donc à vous assurer, ainsi qu'à tous les membres de la Conférence, de ma volonté et de celle de ma délégation, tout en défendant les vues et les positions de mon pays, de ne ménager aucun effort pour progresser dans nos négociations. Je le ferai avec l'ambition que requiert l'importance des enjeux, mais je le ferai aussi avec la modestie qu'exige la complexité des problèmes que nous avons à résoudre.

Le PRESIDENT (traduit du russe) : Je remercie de sa déclaration le distingué représentant de la France. Permettez-moi de demander une nouvelle fois si quelqu'un souhaite prendre la parole avant que nous passions à des questions d'organisation. Tel ne semble pas être le cas.

Comme je l'ai déjà dit dans ma déclaration liminaire, mes prédécesseurs à la présidence de la Conférence du désarmement ont déployé des efforts qui nous ont permis d'entamer nos travaux dans pratiquement tous les domaines; il reste cependant un petit nombre de questions, portant essentiellement sur des points d'organisation, qui retiendront peut-être notre attention sous ma présidence. Elles nous sont toutes bien connues et c'est pourquoi je me contenterai de vous les rappeler brièvement.

Il s'agit en premier lieu de la question portant sur les dates de la prochaine session du Groupe spécial d'experts scientifiques chargé d'examiner des mesures de coopération internationale en vue de la détection et de l'identification d'événements sismiques. Vous vous en souviendrez, mon prédécesseur, l'Ambassadeur Hyltenius, avait informé la Conférence qu'il serait nécessaire de mener d'autres consultations avant de pouvoir prendre une décision à ce propos. Ces consultations ne sont pas encore terminées, et j'ai l'intention de suivre cette question dans les semaines à venir.



(Le Président)

La deuxième chose que je voudrais rappeler, ce sont les consultations sur l'amélioration de l'efficacité des travaux de la Conférence. Comme vous le savez, l'Ambassadeur Kamal a mené, sur cette question, mardi dernier, des consultations officielles à participation non restreinte et de nouvelles consultations auront lieu au cours de la deuxième partie de la session annuelle. Dans l'intervalle, il n'est certes pas nécessaire de revenir là-dessus.

Par ailleurs, comme vous le savez également, le représentant du Mexique, l'Ambassadeur Marín Bosch, a été nommé coordonnateur spécial et a été chargé de rechercher l'accord des membres sur un cadre d'organisation approprié pour le point 8 de l'ordre du jour, intitulé "Programme global de désarmement". Je crois comprendre que l'Ambassadeur Marín Bosch mène actuellement des consultations sur cette question et nous serons tous informés des résultats en temps voulu.

Et enfin, s'agissant de la question de la composition de la Conférence du désarmement, vous savez également que mon prédécesseur, l'Ambassadeur Hyltenius, avait entrepris des consultations sur cette importante et très délicate question. J'ai l'intention de poursuivre les consultations sur ce point dans l'exercice de mes fonctions de Président.

Voilà ce que je voulais rappeler aux distingués représentants concernant ces questions. Permettez-moi maintenant d'appeler votre attention sur le calendrier des réunions de la Conférence et de ses organes subsidiaires au cours de la semaine prochaine, calendrier qui a été distribué à ma demande par le secrétariat. Il prévoit des séances jusqu'au 28 mars, date à laquelle s'achèvera la première partie de notre session annuelle. J'appelle également votre attention sur le fait que le programme de travail pour la semaine à venir prévoit deux séances plénières portant sur des accords auxquels nous étions parvenus l'an dernier. Bien entendu et comme à l'accoutumée, ce calendrier a un caractère purement indicatif et peut être modifié, si nécessaire; s'il n'y a pas d'opposition, je considérerai que la Conférence l'adopte.

Il en est ainsi décidé.

Le PRESIDENT : Comme en a décidé la Conférence dans le calendrier des réunions pour la semaine en cours, tout de suite après cette séance plénière nous tiendrons une réunion officielle consacrée au fond du point 2 de l'ordre du jour.

Comme il n'y a plus d'autres questions à traiter aujourd'hui, je me propose maintenant de lever la séance. La prochaine séance plénière de la Conférence du désarmement aura lieu le mardi 26 mars, à 10 heures.

La séance est levée à 12 heures.

---